

Débat n°1 (pour apprendre à argumenter)

Thème : Les limites de la croissance

Croissance et développement durable sont-ils conciliables (ou comment sauver la planète) ?**Mode d'emploi :**

- Pour chaque partie du débat : ① Développement et croissance durable (ou éco-efficience) versus ② Décroissance soutenable, soulignez dans tous les documents ci-dessous les arguments d'une certaine couleur selon qu'ils appartiennent à ① ou ②.
- Dans un grand tableau à 2 colonnes (① et ②), recopiez en les reformulant tous les arguments préalablement surlignés. Vous êtes prêts pour débattre !

Document 1 : La science permettra-t-elle le développement durable ?

L'inéluctabilité de la décroissance est contestée par les tenants de l'éco-efficience pour qui, moyennant une forte réorientation des techniques et des pratiques, il serait possible de passer à un régime de croissance durable. Quelles sont leurs propositions ? En matière d'énergie, il s'agirait de lancer des grands travaux en faveur des sources d'énergie renouvelable (éoliennes, capteurs solaires, géothermie, etc.), en attendant l'hypothétique mise au point de moteurs à hydrogène. S'y ajouteraient d'autres grands travaux sur les économies d'énergie, l'habitat écologique et les infrastructures des nouveaux modes de transport. Les transports urbains favoriseraient les modes collectifs les plus propres et la bicyclette. Le recyclage total des matériaux serait une activité de grande ampleur. L'agriculture serait réorientée vers des méthodes moins intensives, puisant moins dans les nappes phréatiques (il faut environ 1 000 tonnes d'eau pour produire une tonne de céréales), peu utilisatrices d'énergie et de produits chimiques. Il faudrait reconstituer massivement les forêts mondiales.

Selon Lester Brown, sans doute le plus connu des représentants de ce courant, une telle restructuration serait « la plus grande opportunité d'investissement de l'histoire ». Mais il ne donne pas de chiffres... Selon Ernst Von Weizsäcker, autre référence mondiale, il serait possible de produire « deux fois plus de bien-être (à ne pas confondre avec deux fois plus de PIB) en consommant deux fois moins de ressources naturelles ».

A vrai dire, une bonne partie de ces propositions se retrouve chez les avocats de la décroissance. Mais ces derniers pensent qu'en laissant intacte la notion de « consommer plus », on assistera à des effets rebonds (cas où les baisses de pollution par unité produite sont anéanties par l'augmentation du nombre d'unités vendues). Les techniques éco-efficientes ne régleraient donc pas le problème des limites absolues des ressources naturelles, si on les met en oeuvre en vue de préserver la croissance.

Il serait temps que de nouvelles collaborations entre scientifiques et citoyens, en liaison avec des associations et des institutions publiques, nous aident à bâtir des scénarios chiffrés : une croissance durable (« riche en emplois et pauvre en CO2 », écrivait Alain Lipietz) est-elle vraiment compatible, et dans quel délai, avec une division par trois de l'empreinte écologique des Français, et par quatre ou cinq de leurs émissions de CO2 ? Cela reste à prouver. La décroissance soutenable est-elle compatible avec le plein-emploi et une bonne protection sociale ? Peut-on distinguer les postes de consommation et les activités qu'il faut impérativement voir décroître et ceux dont l'expansion serait souhaitable et soutenable ? Une forte réduction du temps de travail ne s'impose-t-elle pas ? Peut-on encore défendre des objectifs keynésiens de « relance de la consommation et de l'investissement pour favoriser la croissance et l'emploi » si on ne les accompagne pas de bilans écologiques assurant que cela ne conduit pas à sacrifier le bien-être futur ou à faire courir des risques vitaux à l'humanité ? [...]

Source : « L'impact de la croissance sur l'environnement », Jean Gadrey, Alternatives économiques, n°242, décembre 2005, p.70.

Document 2 : Décroissance ou développement durable ?

La décroissance s'oppose au productivisme économique moderne et donc en partie à la notion de *développement durable*. En effet, le développement durable repose habituellement sur une *croissance durable*. Aussi, le concept est parfois un simple outil marketing utilisé à des fins productivistes. Par exemple, cette déclaration de Michel de Fabiani, président de BP France : « *Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fasse pas au détriment de l'environnement.* » Or selon les partisans de la décroissance, une société qui consomme toujours plus de ressources ne peut pas être respectueuse de l'environnement. [...] Les partisans de la décroissance soutiennent que pour être durable, le développement humain devra au contraire pouvoir se passer d'une croissance économique globale et perpétuelle.

(source doc. 2 et 7 : Wikipédia « Développement durable »).

Document 3 : Le développement durable est-il soutenable ?

[...] François Schneider propose un calcul grossier, mais très éclairant sur ce qui est ici en jeu. Si, pour rétablir la justice à l'horizon 2050, nous devons offrir une consommation par habitant partout équivalente à celle qui prévaut aujourd'hui au Nord, et en supposant que ce dernier se contente du niveau actuel, il nous faudrait disposer d'un espace naturel équivalent à douze planètes! Le seul scénario autorisant l'égalité mondiale à un niveau soutenable impliquerait un doublement de la consommation dans les pays du tiers monde et sa décroissance annuelle de 5% dans les pays industrialisés pendant quarante-huit ans !

On peut certes discuter ces estimations, mais cela ne changera rien au problème. Quand bien même la décroissance nécessaire pour «libérer» les ressources nécessaires au développement du Sud serait de cinq à dix fois inférieure à ce qu'indiquent les chiffres de Schneider, une décroissance serait politiquement impossible et socialement inacceptable. Quand on considère les problèmes sociaux insolubles auxquels nous sommes confrontés dès que la croissance est seulement ralentie, il est évident qu'un recul annuel permanent de la production de 1 % ou même de 0,5% engendrerait un véritable chaos social. Seules des dictatures effroyables pourraient l'imposer avant de s'orienter rapidement vers une autre solution : le génocide des pauvres. Après tout, s'il nous faut deux ou trois planètes pour rendre notre mode de vie soutenable, il «suffirait» de diviser la population mondiale dans les mêmes proportions!

Si l'on estime que notre culture relativement démocratique nous interdit d'envisager une telle perspective, il faut se rendre à l'évidence qu'elle nous interdit aussi de promouvoir la décroissance que l'écologie radicale nous présente comme une nécessité vitale. La seule issue à cette impasse est de rechercher non pas la décroissance, mais une autre croissance qui substitue progressivement la consommation de services immatériels et de matière recyclée aux biens dont la fabrication détruit le patrimoine naturel. Une voiture fabriquée avec les matériaux d'une ancienne voiture et consommant de l'électricité solaire ou éolienne n'est pas produite «au prix d'une baisse du nombre de vies à venir».

Il est heureusement une autre écologie radicale, incarnée par exemple par Lester Brown, qui dessine les contours d'une «éco-économie». Cette dernière suggère une révolution mentale : loin de considérer l'environnement comme une donnée contraignante à intégrer dans le système économique, elle envisage l'économie comme un outil de production d'un meilleur environnement. Cette économie fondée sur le recyclage des énergies propres et l'essor des services, pourrait à la fois assurer le plein-emploi et le progrès du niveau de vie. Certes, elle implique une autre conception du niveau de vie, qui renonce notamment à l'accumulation indéfinie de biens matériels. Mais si cette mutation culturelle est tout sauf triviale, elle est déjà en cours pour une partie des populations du Nord et elle sera plus aisée pour les trois quarts de l'humanité dont le niveau de vie repose déjà essentiellement sur des biens relationnels et non sur des consommations matérielles.

Jacques Généreux, « Le développement durable est-il soutenable ? », p. 22-23, Alternatives économiques n° 206, septembre 2002

Document 4 : Sans changement, les poissons pourraient disparaître des océans d'ici à 2050

LEMONDE.FR avec AFP | 03.11.06

Pour la première fois, une étude, publiée dans la revue américaine *Science* datée du 3 novembre, s'intéresse aux conséquences de la pollution et de la pêche excessive sur le milieu marin. Ses conclusions sont catastrophiques : si rien n'est fait, la quasi-totalité des espèces de poissons et de crustacés pêchés pour la consommation auront disparu des océans avant 2050, alertent les auteurs, des biologistes et des économistes américains et canadiens. *"Nos analyses indiquent que sans changement, la situation actuelle laisse présager de sérieuses menaces à la sécurité alimentaire mondiale, la qualité des eaux côtières et la stabilité de l'écosystème qui affecteront les générations actuelles et futures"*, écrivent-ils.[...]

"IL EST POSSIBLE D'INVERSER LES TENDANCES ACTUELLES"

Cette recherche révèle également que la disparition d'une seule espèce accélère le dérèglement de l'ensemble de l'écosystème. A l'inverse, toute espèce qui retrouve un taux normal de reproduction contribue à la santé et à la stabilité des océans ainsi qu'à leur capacité d'absorber des chocs comme la pollution et le réchauffement du climat.

Une donnée positive qui conduit les chercheurs à se montrer optimistes pour le futur si une prise de conscience intervient assez tôt. *"Toutes ces données montrent qu'il est possible d'inverser les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard"*, estiment-ils, déplorant toutefois *"que seul 1 % des océans est protégé actuellement"*. *"Bien qu'il y ait un coût économique pour préserver la biodiversité marine, à long terme ces mesures de préservation contribuent aussi à la croissance économique"*, affirme Ed Barbier, économiste à l'université du Wisconsin.

Document 5 : Un objectif européen "ambitieux" (ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 26.03.04)

L'Union européenne (UE) a pour objectif, d'ici à 2010, de produire 22 % de son électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Actuellement, sur les 14 % d'"électricité verte" produits dans l'Union, 12 % sont fournis par l'hydroélectricité. L'objectif européen est *"ambitieux"*, reconnaît Pablo Fernandez-Ruiz, directeur du programme énergie à la Commission européenne, et *"la capacité des énergies renouvelables à concurrencer les technologies existantes sera déterminante"*. Actuellement, seuls l'éolien et la biomasse peuvent, en termes de tarifs, rivaliser à la marge avec le gaz, le charbon ou le nucléaire. L'association de protection de la nature WWF doute que l'objectif des 22 % puisse être atteint à la date prévue. Elle a donc demandé début mars à l'UE de tenter d'atteindre 25 % en 2020. Le sixième programme cadre de l'UE (2002-2006) devrait consacrer 400 millions d'euros au développement des énergies renouvelables, tandis qu'Euratom prévoit de consacrer 190 millions d'euros aux recherches sur le nucléaire.

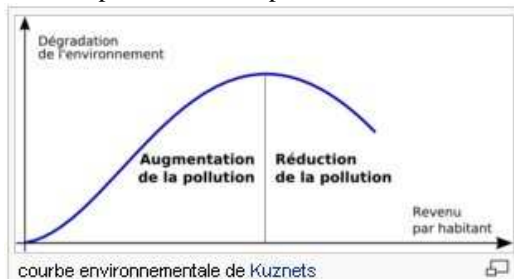
Document 6 : La décroissance, c'est obliger à plus de démocratie

[...] « Plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé. »[...] La science économique a évacué le paramètre écologique de son fonctionnement. Ainsi, elle fonctionne dans le virtuel, déconnectée de la réalité de la biosphère. Réintégrer ce paramètre fondamental peut sembler effrayant : il impose de remettre en question 200 ans de sciences économiques, du néolibéralisme au néo-marxisme. [...] Néanmoins, le risque d'une décroissance imposée demeure vrai. Lester Brown, l'ex président du Worldwatch Institut l'a décrit comme une économie de guerre. [...] Les délires et les fantasmes en la toute puissance de la technoscience nous conduisent plus sûrement encore au Meilleur des Mondes. Dominique Bourg accepte déjà l'idée de modifier le génome humain pour rendre l'Homme résistant à une dégradation importante de la couche d'ozone. Disons que le concept de décroissance soutenable, fondée sur la simplicité volontaire et l'humilité porte moins en lui les gènes de la dictature, qui couvent plus volontiers dans les systèmes idéologiques fondés sur la recherche de puissance. [...]

Source : Décroissance et démocratie, V. Cheynet sur <http://www.decroissance.org>

Document 7 : L'autorégulation de la croissance traditionnelle

Les détracteurs de la décroissance affirment que le progrès technique permettra de résoudre les problèmes de pollution, et que la matière première de l'économie moderne « post-industrielle » est davantage la connaissance que les ressources physiques. Ainsi la croissance du PIB est de plus en plus liée à celle des activités de services, non polluantes et ne consommant pas de matières premières.



La « courbe environnementale de Kuznets »

La description de ce phénomène constaté dans les pays riches, voire certains pays en voie de développement comme la Chine récemment, est permise par une courbe en U inversé (pollution en ordonnée et revenu par habitant en abscisse). Les détracteurs de la décroissance pensent que la croissance permet la diminution ou la disparition de certains types de productions. Ils pensent que le capitalisme permet l'arbitrage vers des ressources plus abondantes ou vers d'autres biens, et qu'il apporte des signaux par les prix du marché quand une ressource devient moins accessible.

Document 8 : L'effet rebond

Pourtant, dans la pratique, la croissance (même verte ou propre) conduit inexorablement à une augmentation des prélèvements sur le capital naturel. Un exemple simple en a été donné par l'arrivée de l'informatique. Celle-ci a suscité chez les économistes néo-classiques un grand espoir pour la sauvegarde de l'environnement. La transmission d'information par pulsions

informatiques devait apporter une réduction la consommation de papier, et ainsi soulager la ressource (forêts) et la nature tout entière (pollution diverses pour la fabrication). Ce fut le contraire qui se produisit : la consommation de papier décupla. Le papier étant abondant, les personnes exigent dorénavant un travail parfait et font de nouvelles impressions jusqu'à satisfaction totale. La facilité de démultiplication des documents produit

une inflation de leur reproduction. Cela, sans compter les pollutions propres à la fabrication, au fonctionnement et à la destruction de l'informatique. C'est " l'effet rebond " (6). Le temps est fini de la conscience de la préciosité de sa feuille blanche que l'on préserve soigneusement en la gommant le plus possible avant de la jeter. [...]

<http://www.decroissance.org>

Document 9 : Dix conseils pour entrer en résistance par la décroissance (Par « Casseurs de Pub »)

1 - Se libérer de la télévision

Pour rentrer dans la décroissance, la première étape est de prendre conscience de son conditionnement. Le vecteur majeur de ce conditionnement est la télévision. Notre premier choix sera de s'en libérer. [...] Pour nous informer nous avons le choix : la radio (sans pub), la lecture (sans pub), le théâtre, le cinéma (sans pub), les rencontres, etc.

2 - Se libérer de l'automobile

Plus qu'un objet, l'automobile est le symbole de la société de consommation. Réservée aux 20 % les plus riches des habitants de la Terre, elle conduit inexorablement au suicide écologique par épuisement des ressources naturelles (nécessaires à sa production) ou par ses pollutions multiples qui, entre autres, engendrent la montée de l'effet de serre. [...] Nous lui préférons : le refus de l'hypermobilité, la volonté d'habiter près de son lieu de travail, la marche à pied, la bicyclette, le train, les transports en commun.

3 - Refuser de prendre l'avion

Refuser de prendre l'avion, c'est d'abord rompre avec l'idéologie dominante qui considère comme un droit inaliénable l'utilisation de ce mode de transport. Pourtant, moins de 10 % des humains ont déjà pris l'avion. [...] L'avion est le mode de transport le plus polluant par personne transportée. [...]

4 - Se libérer du téléphone portable

Le système engendre des besoins qui deviennent des dépendances. Ce qui est artificiel devient naturel. Comme

D'autres estiment que la croissance économique à deux effets contradictoires. L'augmentation de la production provoque une augmentation de la pollution, mais elle permet aussi d'enrichir les citoyens qui deviendraient alors davantage soucieux de l'environnement qui est considéré comme un bien supérieur (de fait les réglementations environnementales sont bien plus contraignantes dans les pays riches démocratiques), de dégager des suppléments de revenus susceptibles d'être alloués à la protection de l'environnement, de diffuser de nouvelles technologies permettant une meilleure utilisation des ressources économiques, enfin les entreprises finissent par réclamer sous la pression des citoyens-consommateurs des mesures visant à protéger un environnement nécessaire à la bonne marche de leurs activités.

Sur la base de ces hypothèses, des économistes ont avancé que la croissance était nuisible à l'environnement jusqu'à ce que soit atteint un certain niveau de revenu par habitant au-delà duquel les effets favorables à l'environnement devenaient dominants (cf. graphique ci-contre).

Par exemple, la prédiction apocalyptique d'une augmentation de la consommation d'énergie égale à l'augmentation de la production ne se vérifie pas empiriquement : en effet, l'intensité énergétique de la production diminue chaque année pour les pays riches, suite aux chocs pétroliers puis à la dématérialisation croissante de l'économie. Ainsi, l'intensité énergétique des pays de l'OCDE a diminué de 40% depuis 1980, et le Département de l'énergie américain prévoit une diminution de l'intensité énergétique mondiale de 1,8% par an sur la période 2003-2030.

nombre d'objets de la société de consommation, le téléphone est un faux besoin créé artificiellement par la pub. [...] Nous préférons au portable le téléphone, le courrier, la parole, mais surtout, nous tacherons d'exister par nous-même au lieu de chercher à combler un vide existentiel avec des objets.

5 - Boycoter la grande distribution

La grande distribution est indissociable de l'automobile. Elle déshumanise le travail, elle pollue et défigure les pourtours des villes, elle tue les centres-ville, elle favorise l'agriculture intensive, elle centralise le capital, etc. [...] Nous lui préférons : avant tout moins consommer, l'autoproduction alimentaire (potager) puis les commerces de proximité, les marchés, les coopératives, l'artisanat. Cela nous conduira aussi à consommer moins ou à refuser les produits manufacturés.

6 - Manger peu de viande

Ou mieux, manger végétarien. La condition réservée aux animaux d'élevage révèle la barbarie technoscientifique de notre civilisation. L'alimentation carnée est aussi une grave problématique écologique. Mieux vaut manger directement des céréales plutôt que d'utiliser des terres agricoles pour nourrir des animaux destinés à l'abattoir. Manger végétarien ou manger moins de viande doit aussi déboucher sur une meilleure hygiène alimentaire, moins riche en calories.

7 - Consommer local

Quand on achète une banane antillaise, on consomme aussi le pétrole nécessaire à son acheminement vers nos pays riches. Produire et consommer local est une des conditions majeures pour rentrer dans la décroissance, non dans un sens égoïste, bien sûr, mais au contraire pour que chaque peuple retrouve sa capacité à s'autosuffire. [...] sur <http://www.decroissance.org>

Document 10 : La première ville écologique sera chinoise (LE MONDE avril 2006)

Nous sommes en 2010 à Dongtan, première "ville écologique" du monde. Née de rien, au milieu des marais, la cité se situe à l'extrémité orientale de Chongming, la troisième plus grande île chinoise, à l'embouchure du Yangzi.

Aucun des immeubles ne dépasse huit étages. Les toits sont recouverts de gazon et de plantes vertes pour isoler les bâtiments et recycler l'eau. La ville réserve à chaque piéton six fois plus d'espace que Copenhague, l'une des capitales les plus aérées d'Europe. Des bus propres, à piles à combustible, relient les quartiers. Un système d'Intranet planifie la durée du trajet et met en contact les habitants désireux de partager une voiture. Les motos traditionnelles sont interdites : on circule en scooter électrique ou à bicyclette. Les routes ont été dessinées de telle sorte qu'il est plus rapide de rejoindre son travail à pied ou à vélo qu'en voiture.

Jusqu'à 80 % des déchets solides sont recyclés. En flambant dans une centrale thermique, les déchets organiques génèrent une partie de l'électricité. On y brûle également les cosses de riz, très calorifiques, abondantes en Chine. Au loin, des éoliennes géantes, propulsées par l'air marin, produisent, elles aussi, du courant. Chaque immeuble possède ses propres éoliennes, de petite taille, et des panneaux à cellules photovoltaïques. La ville s'étire au bord d'un canal. Au cœur d'une réserve naturelle d'une biodiversité exceptionnelle, Dongtan est, en cette année 2010, l'une des attractions offertes aux visiteurs de l'Exposition universelle de Shanghai. Un gigantesque pont-tunnel rapproche, en quarante-cinq minutes, la ville écologique et la mégapole.

Revenons en 2006. Le projet futuriste de Dongtan répond à une évidence : la nécessité pour la Chine, emportée dans une folie constructrice, de privilégier désormais la qualité de sa croissance. Cela suppose une stratégie d'urbanisation radicalement nouvelle, écologiquement durable, alors que le pays va être le théâtre de la plus spectaculaire migration dans l'histoire de l'humanité. D'ici à 2020, la Chine va devoir construire 400 villes nouvelles, soit une vingtaine par an, pour accueillir plus de 300 millions de ruraux. D'où la volonté de créer dans l'île de Chongming une cité exemplaire.[...]

Document 11 : Le protocole de Kyōto (Wikipédia, articles « Protocole de Kyoto » et « Externalité »)

[...] Le **protocole de Kyoto**, a été ouvert à ratification le 16 mars 1998, et est entré en vigueur en février 2005. Il a été ratifié à ce jour par 156 pays à l'exception notable des États-Unis et de l'Australie. [...] Le protocole de Kyōto [...] propose un calendrier de réduction des émissions des 6 gaz à effet de serre qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il comporte des engagements absolus de réduction des émissions pour 38 pays industrialisés, avec une réduction globale de 5,2 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990.[...]

L'action domestique doit constituer une part « significative » de l'effort de réduction, le recours aux mécanismes du protocole ne venant qu'en supplément : échanges internationaux de permis d'émission, mise en œuvre conjointe, mécanisme de développement propre (MDP). [...]

Le marché des droits à polluer

L'État fixe, en fonction des contraintes qu'il s'est choisi (traités internationaux type protocole de Kyoto par exemple), la quantité maximale de polluants qu'il souhaite émettre. Puis, il distribue ou vend des « droits à polluer » de façon « équitable » aux pollueurs. Les entreprises polluant moins que prévu par l'État (ou ayant dépollué) sont alors gagnantes : elles peuvent revendre leurs droits à polluer inutilisés à d'autres entreprises qui polluent plus que prévu, et perçoivent donc une récompense pour leur « civisme ». Symétriquement, les entreprises polluant plus sont perdantes, ce qui satisfait au principe pollueur-payeur. [...] Plusieurs marchés de permis d'émission ont été mis en place à l'échelle d'entreprises, de groupes d'entreprises, ou d'États. Un système européen d'échanges de permis a vu le jour en 2005. À partir de 2008, il devait s'insérer dans le marché mondial prévu dans le Protocole de Kyoto.

Le Mécanisme de développement propre (MDP)

Le mécanisme de développement propre a été créé dans le cadre du protocole de Kyoto afin de permettre aux Occidentaux de réaliser leurs objectifs en investissant dans des projets dans les pays en développement, il est la réponse aux demandes des pays en développement (PED) d'un mécanisme financier qui appuie le développement économique en adoptant des méthodes de production plus « propres ». [...]

Remise en cause

Depuis sa création, le traité est remis en cause par divers lobbies ou scientifiques qui considèrent que le réchauffement climatique n'est pas d'origine humaine et critiquent de ce fait l'utilité du protocole de Kyōto qui engendrerait à la place des dépenses inutiles. C'est par exemple le cas de Ian Clark qui soutient cette théorie controversée et qui présente l'activité solaire comme la principale cause du réchauffement. L'Institut économique Molinari a repris cette théorie dans son rapport *Les coûts économiques et l'inefficacité du protocole de Kyoto*. Claude Allègre, géophysicien de formation, est de ceux qui mettent en doute le « dogme » du réchauffement climatique d'origine humaine, en particulier dans un article de *L'Express* où il déclare : « La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme? Est-ce la nature? Les archives glaciaires ou historiques nous indiquent que le climat est un phénomène capricieux. Les théories météorologiques mathématiques le confirment. Donc, prudence. »